

# Déclaration des Fédérations syndicales internationales

## Emploi, Justice et Services publics – Faire fonctionner l'économie

Les Syndicats mondiaux, la voix du mouvement syndical mondial, publie aujourd'hui le communiqué suivant à l'occasion de la Fête du travail 2010. En ce jour particulier, les syndicalistes du monde entier réclament des mesures inédites pour réformer l'économie mondiale au profit de la justice sociale, de l'investissement dans l'emploi et de l'équité dans la société. L'heure n'est plus aux affaires courantes. Le néolibéralisme, la spéculation débridée et leur corollaire, la crise, ont causé des millions de licenciements et accentué la précarité. L'on assiste à un démantèlement des systèmes sociaux et à des coupes claires dans les dépenses publiques, pourtant garantes d'une cohésion sociale.

Voilà pourquoi les Syndicats mondiaux appellent les décisionnaires politiques et les démocrates du monde entier à soutenir un nouveau modèle de relance et de justice sociale, qui :

- Réaffirmera, au sein des structures de gouvernance de tous niveaux, la primauté du bien commun sur l'intérêt individuel, et veillera à ce que la protection des droits des citoyens et citoyennes constitue l'un des piliers du développement social et économique ;
- Défendra les droits des travailleurs et travailleuses et des syndicats ;
- Favorisera la création d'emplois durables, sûrs et de qualité pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses, leur permettant, ainsi qu'à leurs proches, de vivre dans la dignité ;
- Veillera à ce que la justice sociale soit au cœur de la mission du gouvernement et à ce que des mesures concrètes soient prises pour réduire les disparités de revenus et accroître l'égalité, en particulier entre hommes et femmes ;
- Éliminera les dérives financières causées par la spéculation à court terme et la manipulation des marchés boursiers, en imposant des règles contraignantes et efficaces ;
- Promouvra un développement durable grâce à des politiques axées sur l'emploi, une protection sociale efficace et la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation environnementale ;
- Renouvellera son engagement envers les valeurs des services publics dans la société, renforcera la contribution des services publics de qualité à une société plus juste et plus efficace, et financera ces services au moyen d'une fiscalité progressive garantissant des ressources suffisantes tout en améliorant l'équité sociale ;
- S'engagera envers l'éducation universelle et dégagera les ressources nécessaires à l'enrichissement de la société qui découle de systèmes d'enseignement et de formation de grande qualité ;
- Améliorera la qualité de vie en garantissant un accès universel aux soins de santé et à d'autres prestations de bien-être vitales, ainsi qu'à des services fondamentaux comme l'assainissement de l'eau et une nutrition adéquate, et en insufflant une nouvelle dynamique à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le Développement des Nations Unies.

En ce 1er mai 2010, l'heure est venue de changer le cours des choses, de répondre aux aspirations des travailleurs et travailleuses et des communautés à un nouveau départ, de mettre un terme aux politiques égoïstes et à la cupidité des entreprises, et, surtout, de construire une nouvelle solidarité sociale fondée sur l'humain, au bénéfice de toutes et tous.